



## RIGHTS & DEMOCRACY FOCUS

A bi-monthly human rights and democracy publication of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa

No 52 du 28 septembre 2011

### **Ratification par le Cameroun de la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance** **Rédaction des rapports périodiques et publics sur les droits de l'homme :**

## **Enjeux et défis de la mise en œuvre de l'instrument**

*Le Cameroun a ratifié récemment (en juillet 2011), la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, instrument que la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) a adopté en janvier 2007. Le Cameroun devient ainsi le neuvième Etat à franchir le cap de la ratification de cet important instrument<sup>1</sup>. Il reste maintenant pour cet Etat à prendre les dispositions idoines en vue de la mise en œuvre effective sur le terrain, de cet instrument, un des rares de cette nature au niveau international et qui vise entre autres, à enraciner le respect de la démocratie, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance sur le continent africain. L'entrée en vigueur de la Charte attend encore six ratifications<sup>2</sup>.*

### **Dispositions phares de l'instrument**

La Charte insiste en son Préambule, entre autres, sur l'importance de la bonne gouvernance, de la participation populaire, de l'Etat de droit et des droits de l'homme. Par ailleurs, dans son Chapitre II portant sur ses objectifs, et plus précisément en son article 2, l'instrument fait référence au renforcement de la démocratie et des droits de l'homme, de l'Etat de droit, de la bonne gouvernance, le développement durable mais aussi à l'égalité des sexes

Le Chapitre III de la Charte énonce les principes qui doivent guider les Etats dans la mise en œuvre de la Charte, et à cet égard, sont cités des principes comme le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques, l'accès et la conservation du pouvoir conformément à la Constitution, la séparation des pouvoirs, la promotion d'un système de gouvernement représentatif, la bonne gouvernance, le renforcement du pluralisme politique. Son article 8 insiste par exemple sur la nécessité de garantir les droits des femmes, des minorités ethniques, des migrants et des personnes vivant avec

### **CHARTRE AFRICAINE DE LA DEMOCRATIE, DES ELECTIONS ET DE LA GOUVERNANCE**



<sup>1</sup> Les autres Etats sont ayant ratifié l'instrument sont: Burkina Faso (juillet 2010), Ethiopie (janvier 2009), Ghana (octobre 2010), Lesotho (juillet 2010), Mauritanie (juillet 2008), Rwanda (juillet 2010), Afrique du Sud (janvier 2011) et Sierra Leone (décembre 2009)

<sup>2</sup> L'article 48 de la Charte dispose qu'elle « entre en vigueur trente (30) jours après le dépôt de quinze (15) instruments de ratification. »

handicap, des réfugiés et des personnes déplacées et de tout autre groupe social, marginalisé et vulnérable, le tout dans le respect de la diversité culturelle et religieuse.

Les autres chapitres de l'instrument (à l'exception du Chapitre XI concernant les dispositions finales) détaillent les dispositions relatives à la démocratie, aux élections et à la gouvernance.

Ainsi sont abordés, des principes comme la nécessaire transparence et la reddition de comptes de la part de l'administration, le renforcement des institutions politiques, la mise en place de conditions favorisant l'épanouissement de la société civile, l'éducation civique sur la démocratie et la paix (article 12). Par ailleurs, la nécessité d'instaurer un dialogue politique et social ainsi que la confiance entre différents acteurs politiques et sociaux est présentée comme gage de démocratie et de paix (article 13).

En outre, la Charte insiste sur la nécessité de renforcer les institutions publiques promouvant la démocratie et l'ordre institutionnel, de tenir des élections transparentes (article 15) et encourage les Etats parties à coopérer pour échanger leurs expériences en vue de consolider la démocratie (article 16).

Les Etats sont aussi rappelés à leur devoir de tenir régulièrement des élections transparentes, libres et justes conformément à la Déclaration de l'Union sur les Principes régissant les Elections démocratiques en Afrique en créant et en renforçant le rôle d'organes chargés de la gestion des élections et en s'assurant que les candidats aient un accès équitable aux médias par exemple (article 17).

Il est très intéressant de noter que l'article 18 de la Charte dispose que les Etats parties peuvent solliciter



auprès de la Commission, par le truchement de l'Unité et du Fonds d'appui à la démocratie et d'assistance électorale, des services de consultations ou de l'assistance pour renforcer et développer leurs institutions et leurs processus électoraux.

Par ailleurs, la Charte interdit, sous peine de sanctions appropriées de la part de l'Union, toute prise ou conservation de pouvoir non conforme aux principes constitutionnels ainsi que tout amendement constitutionnel qui porterait atteinte au principe de l'alternance au pouvoir (article 23)

Enfin, la Charte met l'accent sur l'importance de la bonne gouvernance politique, économique et sociale reconnaît le rôle « vital » des femmes à cet égard (article 29) et prône la décentralisation au profit d'autorités locales démocratiquement élues.

### **Défis à relever par le Cameroun pour mettre en œuvre l'instrument**

Le Cameroun possède un arsenal juridique remarquable, y compris dans le domaine des droits de l'homme, mais dont l'application ne suit pas toujours. Or, la ratification d'instruments internationaux ou régionaux doit traduire une volonté

politique clairement exprimée. Par conséquent, une fois le cap de la ratification franchi, il appartient aux pouvoirs publics qui se sont ainsi engagés, de prendre les actions requises au plan national afin de donner effet aux dispositions pertinentes des instruments ratifiées, que ceux-ci aient un organe de surveillance ou non.

La Charte traite en général de la consolidation de la démocratie et de l'Etat de droit, des droits de l'homme et de la pratique de bonne gouvernance. Le Cameroun déjà fortement engagé avec un certain succès dans ces domaines, devra donc faire un effort supplémentaire pour aller davantage de l'avant.

Le pluralisme démocratique pourrait être renforcé par des mesures permettant aux partis de mener des activités avec davantage d'autonomie y compris financière (financement organisé et défini de façon consensuelle en faveur des partis politiques).

L'organe de gestion des élections (Elections Cameroun – ELECAM) dont la composition et l'impartialité alimentent parfois des débats, devrait se voir confirmé comme un organe crédible et efficace, tous les efforts nécessaires étant faits en vue de consolider ses statuts et clarifier ce qui le mérite au niveau des différents textes de loi relatifs aux élections.



La promotion de la bonne gouvernance pourrait en outre se renforcer par la poursuite de la lutte contre la corruption et donc un soutien institutionnel accru en faveur de l'organe créé à cet effet (Commission nationale anti-corruption - CONAC) ou l'adoption et l'application d'une loi anti-corruption mais aussi la sensibilisation du public en général sur les méfaits et conséquences de la corruption.

Le corollaire naturel de la lutte contre la corruption serait le renforcement du système judiciaire afin qu'il joue efficacement le rôle qui lui revient en traitant de façon diligente et surtout impartiale, les cas portés devant lui.

En ce qui concerne les droits de l'homme, il est heureux de constater que la Commission nationale des droits de l'homme et des libertés (CNDHL) qui couvre déjà six régions sur les dix que compte le pays, a le mérite d'être en ce moment l'une des institutions de la sous-région (en plus de celle du Rwanda), à bénéficier du statut "A"<sup>3</sup> auprès du Comité international d'accréditation. La Commission devrait voir sa couverture du territoire améliorée mais surtout ses actions de promotion et de protection des droits de l'homme plus efficaces en particulier en ce qui concerne le traitement des cas individuels d'allégations de violations des droits de l'homme. Pour cela, des ressources humaines et financières devraient également être allouées à cette institution qui a également l'obligation de les gérer de manière optimale. En outre, les capacités des membres d'organisations de la société civile et d'institutions comme l'Assemblée Nationale

devraient être continuellement renforcées en matière des droits de l'homme et de démocratie afin qu'elles puissent générer les synergies nécessaires à l'enracinement de la culture démocratique, des droits de l'homme et de la bonne gouvernance.

### **Entrée en vigueur et mise en œuvre de la Charte : perspectives au niveau de l'Union Africaine**

L'UA, consciente de la nécessité d'une entrée en vigueur rapide de la Charte, multiplie les efforts au niveau de sa Commission (Commission de l'Union Africaine basée à Addis-Abeba) et lors de ses sessions en vue de sensibiliser les Etats membres qui n'ont pas encore ratifiée l'instrument à le faire. Les autres organes de l'UA, à l'instar de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples ou du Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant qui n'ignorent pas la dimension des

droits de l'homme contenue dans cet instrument, en font de même chaque fois que l'occasion leur en est donnée.

Il est par conséquent à espérer que le nombre de six Etats restants afin que la Charte entre en vigueur soit vite atteint mais surtout que tous les autres Etats africains ratifient l'instrument, donnant un signal fort de renouvellement de leur attachement en faveur des principes qu'elle contient.

### **Quid de la surveillance de la mise en œuvre de la Charte une fois qu'elle sera entrée en vigueur ?**

Il a parfois été reproché aux instruments africains de ne pas avoir de mécanismes de mise en œuvre ou alors d'avoir des mécanismes très faibles et finalement inopérants. A cet égard, le Chapitre X de la Charte qui traite de sa mise en œuvre accorde un rôle important à la Commission de l'Union Africaine qui devra agir en tant que structure centrale de coordination pour la mise en œuvre de la présente Charte en assistant les



<sup>3</sup> Le Statut A est attribué aux Institutions nationales des droits de l'homme dont le mandat, la composition et le fonctionnement sont conforme aux Principes de Paris faisant autorité en la matière.

États parties dans la mise en œuvre de la Charte, en en coordonnant l'évaluation de la mise en œuvre avec les autres organes clés de l'Union, y compris le Parlement panafricain, le Conseil de paix et de sécurité, la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, la Cour africaine de justice et des droits de l'homme, le Conseil économique, social et culturel, les Communautés économiques régionales et les structures nationales appropriées (article 45). La Charte prévoit trois niveaux de mise en application de ses dispositions.

D'abord, au niveau national, elle fait obligation aux Etats de non seulement prendre les mesures idoines (d'ordre législatif, exécutif et administratif) pour appliquer l'instrument mais aussi d'en faire une large diffusion au sein de la population afin de l'informer et intégrer les dispositions pertinentes de la Charte dans leurs stratégies et politiques nationales.

Ensuite, au niveau de la Commission de l'Union Africaine, la Charte fait obligation cet organe de définir clairement les critères d'application de ladite Charte, de créer les conditions favorables à cet effet et de s'assurer que l'Unité d'appui à la démocratie et d'assistance électorale et le Fonds d'appui à la démocratie et d'assistance électorale fournissent aux États parties l'assistance et les ressources dont ils ont besoin pour leur processus électoral par exemple.

Enfin, la Commission de l'UA devra en outre mettre en place un cadre de coopération avec les Communautés économiques régionales pour la mise en œuvre des principes contenus dans



la présente Charte, à charge pour ces dernières de désigner des points focaux de coordination, d'évaluation et de suivi de la mise en œuvre des engagements et principes énoncés dans la Charte afin de s'assurer une large participation des organisations de la société civile entre autres.

L'on ne peut donc que se féliciter de la ratification par le Cameroun de la Charte, appeler le Gouvernement à ratifier les autres instruments des droits de l'homme pendant aux plans régional et international. Tous les acteurs concernés (Assemblée Nationale, CNDHL, ELECAM, CONAC, Organisations de la Société Civile, Nations Unies, etc.) sont aussi interpellés quant au rôle qui leur revient respectivement dans la mise en œuvre diligente de la Charte, conformément à leurs mandats. En effet,

c'est la conjonction coordonnée des efforts de tous qui permettra de donner effet aux dispositions de la Charte en faveur de la démocratie, des droits de l'homme et la bonne gouvernance.





## Cameroon Presidential Elections 2011:

# Civil society discusses human rights implications

*Some 30 participants from a representative range of civil society organizations in Cameroon, at the end of a two day capacity building workshop on human rights and elections in Yaoundé, formulated recommendations to stakeholders in the electoral process, including to Elections Cameroon (Elecam) and public authorities.*

**Yaoundé 8 September 2011** – The monitoring of human rights during the electoral process, including the human rights of persons living with disabilities, indigenous peoples and women in relation to elections, were at the center of discussion during the two day workshop organized by the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa (Yaoundé, 7 to 8 September 2011). Civil society organizations were trained on their role in protecting and promoting human rights during electoral periods, a role which requires substantive human rights knowledge and a well-organized civil society movement. The workshop examined the national, regional and international legal

frameworks in relation to human rights and elections and shared and examined best practices and experiences from other countries.

### **Emphasizing the role of the civil society: objectivity and impartiality but not neutrality**

The Regional Representative for Central Africa of the United Nations High Commissioner for Human Rights, Ms. Maarit Kohonen Sheriff, reminded participants at the opening ceremony that their role is unique in that they have the responsibility to observe the human rights situation, document alleged violations and also to report on them or denounce them publicly. Such a responsibility calls

for objectivity and impartiality (in the gathering and analyzing of facts), but not neutrality: human rights organizations always take the side of the law and of the victim as their role is to ensure the realization and respect of human rights for all without discrimination. She emphasized the human rights principles of participation, empowerment and non-discrimination as fundamental for inclusive, free, fair and transparent elections and underlined the civil society's role to ensure public human rights education and sensitization to prevent electoral violence. Ms. Kohonen Sheriff recalled the right to take part freely and without discrimination in the public affairs of

one's country, the right to freedom of information and expression, the right to freedom of association, freedom of movement, the right to physical integrity and the right to life. She called on civil society organizations to advocate for the acceptance of election results and the consolidation of peace in post-electoral periods.

### **Advocating for equal participation of persons living with disabilities and indigenous peoples**

Several obstacles still hinder the effective participation of persons living with disabilities and indigenous peoples in elections. A basic challenge is lack of birth certificates without which it is difficult or impossible to obtain national identification cards that are used to inscribe one into the voters' lists. According to Mr. Jean Pierre Fopa of the Association des jeunes handicapés du Cameroun significant efforts were made in recent months to establish these documents for persons living with disabilities. These efforts by Elecam supported and facilitated by development partners have contributed to the number of persons living with disabilities registered on voters' lists. Mr. Moise Kono of Réseau, Recherche Action Concertée Pygmées (RACOPY) confirmed that the same concerns exist for indigenous peoples and added that accessibility of these groups to polling stations was another serious obstacle to their effective participation in elections. Continued advocacy and additional measures to ensure accessibility of persons with disabilities to polling stations and proximity of polling stations for indigenous peoples living in often remote locations are further needed. Significant coordination amongst organizations that work to ensure political participation for such groups in collaboration with Elecam will be important to ensure that their voters' cards reach them before the election date of 9 October 2011.

### **Ratification of the African Charter on democracy, elections and governance**

In a positive step, Cameroon ratified the African Charter on democracy, elections and governance in July 2011. According to the Chairperson of the Electoral Board of Elecam, Dr. Samuel Fonkam Azu'u, who opened the workshop, this is clear testimony of Cameroon's commitment to regional and international instruments relating to human rights

### **Recommendations: Promote measures to encourage participation of marginalized groups**

Amongst the recommendations adopted at the end of the workshop, participants insisted that Elecam takes further concrete measures to prioritize voting for persons living with disabilities, including through ensuring that polling stations are accessible. Regarding participation of indigenous peoples, participants



and elections. These instruments are founded on the principles of non-discrimination and their contents are already partly reflected in the country's Constitution. Elecam in its primary role to ensure that the electoral law is respected, he added, seeks to involve all actors. "The ELECAM law enjoins the Electoral Board to hold consultations with the administration, the judiciary, political parties and eventually, the civil Society within the framework of the management of the electoral process, in particular, with a view to constituting the joint electoral commissions provided for by law". Dr. Fonkam Azu'u also underscored the important role civil society has to play in the sensitization and mobilization of the population for peaceful elections that are respectful of fundamental human rights norms.

recommended the setting up of polling stations in indigenous communities and accessibility measures for those living in remote locations. Participants also recommended that the free issuance of identity cards be maintained for indigenous peoples and persons living with disabilities. Public authorities were called upon to put in place adequate modalities for the representation of marginalized groups (women, indigenous peoples and persons living with disabilities) at decision-making levels including by examining the possibility of attributing quotas to these groups as practiced in some African countries at the level of candidates' lists but also in parliament. Other key recommendations focused on facilitating accreditation of civil society election observers, respecting deadlines in the publication of voters' lists and the distribution of voters' cards.



## Cameroon:

# Support of partners vital to implementation of UPR recommendations, says External Relations Minister



*M. Henri Eyebe Ayissi, External Relations Minister and Ms Maarit Kohonen Sheriff, OHCHR Regional Representative, facing the press after the event.*

In line with the request made by the United Nations Human Rights Council (HRC) for the international community to support the implementation of recommendations of the Universal Periodic Review (UPR), and faced with an immense task to implement 41 accepted recommendations out of the 61 made by the Human Rights Council, the Government of Cameroon has officially made clear its intention to involve financial and technical partners in the process. In this regard the Ministry of External Relations of Cameroon organized, with the technical and financial support of the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa, a briefing of these potential partners on the recommendations and the Government's road map and plan of action for their implementation. The event that took place at Ministry of External Relations on 31 August 2011 brought together heads of diplomatic missions in Cameroon, as well as representatives of international development organizations and the United Nations system present in Cameroon.

External Relations Minister M. Henri Eyebe Ayissi used the occasion to explain steps so far taken to give effect to the UPR recommendations in Cameroon, indicating that some level of progress had already been made especially in relation to non-discrimination (persons living with disabilities and indigenous peoples), torture (ratification of the optional protocol), catching up with Cameroon's

overdue State party reports to human rights treaty bodies and cooperation with special procedures (invitations for country visits had been extended to the Human Rights Council's special procedures mandate holders on freedom of opinion and expression, the right to food and on minorities). Whilst recognizing the important role played by the United Nations Centre for Human Rights and Democracy in Central Africa in supporting the Government in its UPR follow-up efforts, as well as through its consistent support to the National Commission on Human Rights and Freedoms (NCHRF) as a strategic partner in the implementation of the recommendations, the Minister said, the availability and commitment of Cameroon's partners to supporting the realization of the Government's road map and plan of action remained very vital. On 15 April 2011, Cameroon's Prime Minister M. Philemon Yang signed an order creating an inter-ministerial committee to coordinate national actions to implement recommendations made by international and regional human rights mechanisms to Cameroon. The committee would work on the basis of the road map which indicated the level of involvement of each ministerial department in the implementation process. This road map would therefore make it easy for partners to identify areas of interest and take commitments accordingly. It is in this light that Ms. Maarit Kohonen Sheriff, Central Africa Regional Representative of

the UN High Commissioner for Human Rights and acting UN Resident Coordinator emphasized that it was Government's primary responsibility to ensure that mechanisms were to be put in place to ensure effective follow-up of the recommendations and to provide progress report to the Human Rights Council by the next review session in 2013. She acknowledged efforts made so far, stressing the importance of joint action with national and international partners to promote and protect human rights, and on the continuous respect of international human rights obligations by the State of Cameroon as the goal of the UPR process.

### **Constructive dialogue with civil society - an important way forward**

The Chairman of the National Commission on Human Rights and Freedoms, Dr. Chemuta Divine Banda, while referring to the UPR consultation meeting with civil society organizations held late June 2011 at the International Relations Institute of Cameroon (IRIC), reaffirmed the utility of constructive dialogue instead of a confrontational attitude towards the civil society as a principal way to ensure its comprehensive participation in the promotion and protection of human rights. It is hoped that following this briefing, concrete commitments from international partners in the implementation of the Cameroon UPR follow-up road map and plan of action will be witnessed.

# First UN International Day of the Disappeared

**Tuesday 30 August 2011**



*(Statement by the United Nations Working Group on Enforced or involuntary Disappearances to mark the first UN International Day of the Victims of Enforced Disappearances - Tuesday 30 August 2011)*

GENEVA (30 August 2011) – “They are not alone in their struggle. Today, the United Nations Working Group on Enforced or Involuntary Disappearances marks the first UN International Day of the Victims of Enforced Disappearances; a special day to spotlight this heinous crime, and to remind victims, including the families and associations of victims of those who disappeared, that they are not alone.

*‘He was arrested in 1997 and there has been no news since...’  
(Testimony of the mother of a disappeared person)*

Unfortunately, enforced disappearances continue to be used by some States as a tool to deal with situations of conflict or internal unrest. We have also witnessed the use of the so-called ‘short term disappearances,’ where victims are placed in secret detention or unknown locations, outside the protection of the law, before being released weeks or months later, sometimes after having been tortured and without having been brought in front of a judge or other civil authority.

This very worrisome practice, whether it is used to counter terrorism, to fight organized crime or suppress legitimate civil strife demanding democracy, freedom of expression or religion, should be considered as an enforced disappearance and as such adequately investigated, prosecuted and punished.

*‘I have searched for him... I have searched for him for a long time all over the country...’*

No one shall be subjected to enforced disappearance, and to end such a practice, States should continue promoting and giving full effect to the UN Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance, especially the definition of enforced disappearance as a separate and autonomous criminal offence in national legislation.

The inclusion of enforced disappearance as an autonomous offence, separate from similar acts like kidnappings, has proved to be effective in preventing and eradicating enforced disappearances. The Working Group stands willing to assist States who seek to include enforce disappearance in their criminal codes, according to international human rights standards.

*‘I was convinced I was going to find him, that it was a mistake, that they couldn’t keep him, that they were going to set him free...’*





Over the last thirty years, the families of disappeared persons have brought to the attention of the international community the extent of this odious crime. Largely due to their efforts, the International Convention for the Protection of all Persons from Enforced Disappearance entered into force on 23 December 2010. The willingness of a number of States to take on the commitment that ‘no one shall be subjected to enforced disappearance’ must also be stressed.

The Convention includes for the first time in a treaty the right of any person not to be subjected to enforced disappearance. It also recognizes the right of all the persons affected by enforced disappearance to know the truth about the circumstances of this crime, the progress and results of the investigation and the fate of the disappeared person.

Following the entry into force of the Convention, the Committee on Enforced Disappearances has been established. Like for many other thematic human rights issues such as torture, racial discrimination, discrimination against women, rights of the child, and a series of civil, cultural, economic, political, social rights, the Committee and the Working Group will coexist side by side, cooperating in the fight to prevent and eradicate enforced disappearances wherever they occur around the world.

*‘I used to make up reasons why he was arrested; like maybe it was because he did not register for military service, maybe this, maybe that...’*

2012 marks the 20th anniversary of the adoption by the UN General Assembly of the Declaration on the Protection of All Persons from Enforced Disappearance. To commemorate it, we encourage all States and civil society to translate the Declaration into all languages and dialects, with no distinction, since all serve the purpose to assist in its global dissemination and the ultimate goal of preventing enforced disappearances.

On the UN International Day of the Victims of Enforced Disappearances, which has been observed for many years in many countries, we pay tribute to the many victims, relatives of victims, human rights defenders, non-governmental organizations, lawyers and other individuals and groups who work untiringly and unstintingly, often in difficult circumstances, to denounce cases of enforced disappearance, discover the fate or whereabouts of the disappeared, and eradicate this terrible practice.

*‘So every minute I was expecting him to open the door and come home, but he never did come home...’*

They are not alone.”